

**DECRET N°2016-753/PRES/PMIMS** portant organisation du Ministère de la sante. **JO N°41 DU 13 OCTOBRE 2016**

**LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES.**

**VU** la Constitution ;

**VU** le decret n°2016-001/PRES du 06 janvier 2016 portant nomination du Premier ministre ;

**VU** le decret n°2016-0003/PRES/PM du 12 janvier 2016 portant composition du Gouvernement;

**VU** le decret n°2016-006/PRES/PM du 8 fevrier 2016 portant attributions des membres du Gouvernement;

**VU** le decret n°2016-027/PRES/PM/SGG du 23 fevrier 2016 portant organisation-type des departements ministeriels;

**Sur** rapport du Ministre de la Sante ;

**Le** Conseil des Ministres entendu en sa seance du 29 fevrier 2016 ;

## DECRETE

## TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

**Article 1 :** L'organisation du Ministère de la sante est regie par les dispositions du present decret et s'articule autour des structures suivantes :

- le Cabinet du Ministre, chef de département ;
- le Secretariat general.

**TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES AU CABINET DU MINISTRE,**  
**CHEF DE DEPARTEMENT**

## CHAPITRE 1 : COMPOSITION

**Article 2 :** Le Cabinet du Ministre comprend :

- le directeur de cabinet ;
- les conseillers techniques (CT) ;
- l'inspection technique des services de sante (ITSS) ;
- la cellule des charges de mission ;
- le secretariat permanent du Conseil national de sante (SP/CNS) ;
- le secretariat particulier (SP) ;
- le service du courrier ;
- le protocole ;
- la securite.

Est rattache au Cabinet, le Comite d'ethique pour la recherche en sante (CERS).

## CHAPITRE II : ATTRIBUTIONS

*Section 1 : Du Directeur de cabinet*

**Article 4 :** Le Directeur de cabinet est chargé :

- d'assurer la coordination des activités du cabinet ;
- d'assister le Ministre dans la gestion des affaires réservées et confidentielles et de traiter tout dossier qu'il pourrait lui confier;
- d'organiser l'emploi de temps du Ministre en collaboration avec le ou la Secrétaire particulier(e);
- d'assurer les contacts officiels avec les cabinets des autres départements ministériels en relation avec le Secrétaire général.

**Article 5 :** Le Directeur de cabinet est nommé par décret en Conseil des ministres sur proposition du Ministre.

II est place hors hierarchie administrative.

## Section 2 : Des Conseillers techniques

**Article 6 :** Les Conseillers techniques assurent l'étude et la synthèse des dossiers qui leur sont confiés par le Ministre. De manière générale, ils assistent le Ministre dans l'étude de toutes les questions relevant de leur compétence.

**Article 7 :** Les Conseillers techniques, au nombre de cinq (5) au maximum, sont choisis en raison de leur compétence technique et nommés par décret en Conseil des ministres, sur proposition du Ministre.

Tis dependent directement du Ministre et sont places hors hierarchie administrative.

### ***Section 3: De l'Inspection technique des services***

**Article 8** : L'Inspection technique des services de sante (ITSS) veille à l'application de la politique du departement. Elle assure le suivi-conseil et le controle du fonctionnement des services, projets et programmes.

Ace titre, elle est chargée :

- de l'appui-conseil pour l'elaboration des programmes d'activites des services, projets et programmes;
- du controle de l'application des textes legislatifs, reglementaires et des instructions administratives regissant le fonctionnement administratif, financier et comptable des structures centrales, des structures déconcentrées, des structures rattachées et des structures de

- du contrôle de l'application des textes législatifs et réglementaires relatifs au sous-secteur sanitaire privé ;
- des investigations relatives à la gestion administrative, technique et financière des services, projets et programmes ;
- de la vérification de l'utilisation des crédits publics et de la régularité des opérations des gestionnaires de crédits, des comptables et régisseurs de deniers publics et des matières et fournitures relevant du ministère ;
- de l'étude des réclamations des administrés et des usagers des services, projets et programmes;
- de lutter contre la corruption au sein du ministère de la santé en collaboration avec les structures compétentes de l'Etat.

- les structures centrales, les structures déconcentrées, les structures rattachées, les structures de mission et les projets et programmes placés sous la tutelle du Ministère de la santé ;
- les établissements et les services sanitaires privés.

Il beneficie des memes indemnites que Jes conseillers techniques.

**Section JO: Du Comité d'éthique et de recherche en santé (CERS)**

- de donner des avis sur les questions éthiques liées à l'usage des technologies médicales et de proposer des solutions et des moyens pour leur mise en œuvre.
- d'émettre des avis sur les aspects éthiques des protocoles de recherche pour la santé;
- d'accréditer les comités institutionnels d'éthique de la recherche pour la santé;
- d'assurer le suivi et le contrôle des comités institutionnels d'éthique de la recherche pour la santé ainsi que des protocoles de recherche pour la santé mis en œuvre au Burkina Faso.

### **TITRE III: DISPOSITIONS RELATIVES AU SECRETARIAT GENERAL**

## CHAPITRE I : COMPOSITION DU SECRETARIAT GENERAL

- les services du Secrétaire général ;
- le Secrétaire général adjoint ;
- les structures centrales ;
- les structures déconcentrées ;
- les structures rattachées ;
- les structures de mission.

- d'un Bureau d'etudes;
- d'un Secretariat particulier ;
- d'un Service central de courrier;
- d'un Service d'accueil et d'informations.

**Article 23 :** Pour la coordination administrative et technique des structures du Ministère, le Secrétaire général est assisté d'un Secrétaire général adjoint, qui dispose d'un Secrétariat particulier ;

- Les Directions transversales ;
- Les Directions generales.

- la Direction des ressources humaines (DRH) ;
- la Direction de l'administration et des finances (DAF);
- la Direction des marchés publics (DMP) ;
- la Direction de la communication et de la presse ministérielle (DCPM) ;
- la Direction des services informatiques et de la télésanté (DSITS) ;



<http://www.legiburkina.bf/m/Sommaires> JO/D%C3%A9cret 2016 00753%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20... 5/10

- Article 48:** La Direction generale de la pharmacie, du medicament et des laboratoires (DG PML) est chargee:

- Article 49:** La Direction generale de la pharmacie, du medicament et des laboratoires comprend :

- Article 50 :** La Direction generale des etudes et des statistiques sectorielles (DGESS) est chargee de la conception, de la programmation, de la coordination, du suivi et de l'evaluation des actions de developpement sanitaire. Ace titre, elle est chargee :

- Article 51 :** La Direction generale des etudes et des statistiques sectorielles comprend :

- <http://www.legiburkina.bf/m/Sommaires> JO/D% C3%A9cret 2016 00753%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20... 6/10

<http://www.legiburkina.bf/m/Sommaires> JO/D% C3%A9cret 2016 00753%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20... 7/10

- d'élaborer et de mettre à jour des procédures de gestion des archives produites par les différents services du ministère ;
- d'appuyer les autres structures du ministère dans la gestion et la conservation des archives ;
- de pré-archiver et de reverser des archives historiques du ministère au Centre national des archives ;
- d'acquies et de gérer la documentation technique relevant du domaine de compétence du ministère ;
- de mettre à disposition des services et du public, de la documentation nécessaire.

- d'organiser les sessions des examens nationaux de fin d'études des personnels paramédicaux et sages-femmes;
- de tenir les registres et les procès-verbaux de délibération des examens de fin d'études des personnels paramédicaux et sages-femmes;
- de délivrer et de contrôler les attestations et les diplômes des personnels paramédicaux et sages-femmes;
- de contribuer à la conception d'outils d'évaluation des apprentissages des personnels paramédicaux et sages-femmes;
- d'évaluer la mise en œuvre des orientations dans le cadre de la certification unique des personnels paramédicaux et sages-femmes et de proposer des stratégies d'ajustement;
- de veiller à ce que le développement des curricula de formation de base et post-base soit adapté à la politique nationale de santé et aux normes sous-régionales et internationales en vigueur dans le domaine de l'enseignement paramédical, médical, pharmaceutique et déontologique ;
- de veiller à l'application de la réglementation nationale, sous-régionale et internationale de la pratique professionnelle dans le domaine de la santé;
- de contribuer à définir la politique et les orientations du département en matière d'évaluation et de certification des apprentissages;
- de contribuer à l'établissement des normes et procédures en matière de formation continue et d'accréditation des institutions de formation de la santé et de veiller à leur application.

- de promouvoir la culture du résultat au sein du secteur de la sante,
- de concevoir et mettre en reuvre des outils d'organisation du travail pour l'amelioration du management et de la qualite des soins et services de sante en rapport avec Jes normes et standards internationaux ;
- d'assurer la rationalisation des structures de sante par une veille organisationnelle et institutionnelle ;
- d'assurer le pilotage du processus de la gestion du changement dans le cadre des reformes institutionnelles et organisationnelles en matiere de sante ;
- d'etablir une cartographie des processus et definir les procedures correspondantes;
- de participer a l'elaboration et de verifier la regularite des actes juridiques pris au sein du ministere.

- d'apporter une expertise technique et scientifique indépendante sur la qualité des produits de santé et leur sécurité d'emploi ;
- d'assurer le contrôle de médicaments chimiques et biologiques, de produits sanguins labiles, de produits de thérapie génique et cellulaire, tissus, produits cosmétiques, des dispositifs médicaux, des produits biocides, des produits illicites et contrefaisants ;
- de mettre à la disposition de l'autorité de réglementation pharmaceutique, les résultats de contrôle pour la libération de lots de médicaments, la surveillance du marché, l'aide aux décisions d'autorisation de mise sur le marché, les actions correctives ou préventives, la révision des dossiers, les mesures de police sanitaire ;
- de confirmer la qualité des produits, de prévenir l'arrivée sur le marché de lots de qualité imparfaite, de détecter des défauts de qualité et engager des actions correctives ou préventives (exemple: retrait de lots; modifications d'AMM; inspections... ), de contribuer au traitement des alertes de santé publique, de détecter les produits de santé falsifiés ;
- de mener une activité complémentaire de Recherche et Développement de méthodes pour assurer la production ou l'amélioration des référentiels de contrôle et de garantir l'utilisation de méthodes aux performances actualisées.

<http://www.legiburkina.bf/m/Sommaires> JO/D%C3%A9cret 2016 00753%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20%20... 8/10



- de mettre en reuvre la politique sanitaire du gouvernement dans Jes regions sanitaires en collaboration avec Les directions centrales, Jes structures de mission et Jes services rattaches ;
- de superviser Les equipes cadres de district (ECD);
  - de coordonner et controler toutes Les activites des services et etablisements sanitaires publics, prives et de la medecine et pharmacopee traditionnelles de leur ressort territorial.

Un arrete du Ministre de la sante fixe l'organisation et le fonctionnement des Directions regionales de la sante.

**Article 63 :** Les attributions, l'organisation et le fonctionnement des structures rattachees sont regis par leurs textes de creation et leurs statuts.

## Section 5 : Attributions des Structures de mission

**Article 64 :** Les attributions, l'organisation et le fonctionnement des projets et programmes de developpement, de la Cellule genre, de la Cellule environnementale et du Comite ministeriel de Jutte contre le SIDA dans le secteur de la sante (CMLS/Sante) sont precises par Jes textes Jes regissant.

## TITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

**Article 65 :** L'organisation et le fonctionnement des structures centrales sont précisés par arrêté du Ministre de la santé.

**Article 66 :** Le Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint, les Directeurs généraux, les Directeurs des structures centrales, les Directeurs des structures déconcentrées, les Directeurs des établissements publics de santé sont nommés par décret en Conseil des ministres sur proposition du Ministre de la santé.

**Article 67:** Les chefs de services, les coordonnateurs et chefs de projets et de programmes de développement sont nommés par arrêté du Ministre de la santé.

**Article 68 :** Le present decret abroge le Decret n°2015-663/PRES-TRANS/PM/MS du 22 mai 2015 portant organisation du Ministere de la Sante.

**Article 69 :** Le Ministre de la sante est charge de l'execution du present decret.

Ouagadougou, le 16 aout 2016

**Roch Marc Christian KABORE**

Le Premier Ministre  
**Paul Kaba THIEBA**

Le Ministre de la Sante  
**Smaila OUEDRAOGO**

## ANNEXE 1 : Schema de l'organigramme

